FRC 3, 18482

Case
FRC
20538

EXTRAIT
DU JOURNAL
DE PHYSIQUE;

PAR M. l'Abbé ROZIER.

MOIS DE JUILLET.

NOUVELLES LITTÉRAIRES;

PAR M. DE LAMETHERIE.

DE la République, ou *un Roi eſt-il néceſſaire à la conſervation de la Liberté; par M.* CONDORCET.

DANS cette brochure, l'Auteur cherche à établir que la royauté n'eſt non-ſeulement pas utile à la France, mais qu'elle eſt contraire à la liberté; & après avoir répondu fort mal (ſuivant moi) aux raiſons qu'on lui oppoſe, il ajoute: « Nous ne ferons pas à ces objections » l'honneur de les réfuter, bien moins encore,

THE NEWBERRY LIBRARY

» répondrons-nous, à ces lâches calomnies » que répandent contre nous cette foule de » parleurs ou d'*écrivains mercenaires* qui ont » de si bonnes raisons, pour trouver qu'il ne » peut y avoir de bon gouvernement sans » *une liste civile*, & nous leur permettrons de » traiter de fous ceux qui ont le malheur de » penser comme les sages de tous les tems & » de toutes les nations ».

Je suis un de ces écrivains, & je vais répondre à M. Condorcet. Voici ce que j'ai dit, *Principes de la Philosophie naturelle*, tome I, pag. 301 & suivantes.

« On a long-tems demandé quelle étoit la » meilleure forme de Gouvernement. Cette » question, prise dans toute son étendue, n'est » pas susceptible d'être résolue. Le Gouverne- » ment doit varier suivant le génie des nations, » l'étendue des sociétés, l'état où elles se trou- » vent : enfin, suivant les relations qu'elles » peuvent avoir avec leurs voisins....

» Cependant on peut dire qu'en général une » petite société doit conserver la forme de ré- » publique : son Gouvernement sera démocra- » tique. L'assemblée générale réglera toutes les » affaires principales. On la convoque avec assez » de facilité, pour que les affaires n'en souf-

» frent nullement dans les circonſtances même
» les plus preſſantes. Pour faire exécuter les
» Loix, elle nommera des Magiſtrats qu'on
» laiſſera plus ou moins de tems en place.
» Quelques-uns pourront avoir un pouvoir
» plus étendu. Tels étoient les Conſuls de
» Rome qui commandoient toujours aux gens
» de guerre. Néanmoins ſi la ſociété a beau-
» coup d'affaires à traiter, le peuple ne ſauroit
» toujours être aſſemblé. D'ailleurs, il y a
» des circonſtances où il faut du ſecret. On
» ſera donc obligé de créer une eſpèce de con-
» ſeil, compoſé d'un certain nombre de ci-
» toyens, qui ſera plus capable de prononcer
» dans ces occaſions. Ce conſeil ſera toujours
» ſubordonné à l'aſſemblée générale, comme
» l'étoit le ſénat de Rome. Il exiſte de pareils
» corps dans toutes les républiques.

» Lorſque la ſociété ſera plus étendue, elle
» s'aſſemblera avec beaucoup de difficulté. Il
» y aura même de la confuſion dans l'aſſemblée.
» On ſera donc obligé de s'en rapporter davan-
» tage au ſénat, & le Gouvernement devien-
» dra bientôt ariſtocratique.

» Enfin, la ſociété étant fort étendue, ce

» ſénat ne pourra plus être aſſez ſubordonné à
» l'aſſemblée générale. L'ambition naîtra parmi
» ſes membres. La même choſe aura lieu dans
» la démocratie dont les états ſont conſidéra-
» bles. On ſera donc néceſſité de confier une
» plus grande autorité à un ſeul, qui puiſſe
» contenir tous les autres : ce ſera la monar-
» chie. Le Monarque ſera ſubordonné, ainſi
» que les ariſtocrates, à l'aſſemblée générale,
» à laquelle ils rendront compte . . . ; car nulle
» ſociété ne ſauroit jamais être privée de ſes
» *aſſemblées nationales, ſans tomber ſous le*
» *deſpotiſme.*

» Le véritable deſpotiſme eſt donc l'état
» d'une nation dont le chef ou les chefs en gè-
» rent les affaires à leur gré.... empêchent les
» aſſemblées nationales ».

Ces vérités ſont claires & préciſes. Je les publiai en 1787, dans le tems où M. Condorcet dans ſes éloges académiques louoit d'une manière ſi peu digne d'un homme libre, tous les Miniſtres. C'eſt lui qui fit de ſi fades complimens à M. de Breteuil après que ce Miniſtre eut fait enlever, de la manière la plu arbitraire, deux Magiſtrats du ſein de l'aſſem

blée des Pairs, & eut déployé dans Paris un deſpotiſme dont eût rougi le Viſir le plus abſolu.... M. Condorcet ſait bien que je n'ai jamais été ſur la liſte civile, ni ſur celle des penſions. Mais qu'il réponde, lui, aux reproches que lui fait le public. On lui dit :

M. de Condorcet, vous vous parez du manteau de la philoſophie ; vous avez ſur les lèvres le mot de *liberté* : & vous avez toujours été l'eſclave de tout ce qui pouvoit ſatisfaire votre ambition. D'Alembert vous commandoit deſpotiquement, & vous le ſouffriez, parce que d'Alembert à contribué à votre gloire littéraire, & vous a ouvert les portes des académies.

Turgot ne vous étoit ſi cher, & vous ne lui étiez ſi dévoué, que parce que ce Miniſtre ſi vertueux, dites-vous, créa pour vous une place à l'hôtel de monnoies, très-conſidérable, tout-à-fait inutile, & qu'il faut ranger au nombre de celles que les miniſtres dans l'ancien régime créoient pour leurs créatures.

On ne parle pas de vos penſions académiques, que vous gagnez auſſi bien qu'un autre. Mais quelle a été votre conduite dans ces

derniers tems. Prenant d'abord le voile du patriotisme, vous vîntes aux *Jacobins*, ou *Sociétés des Amis de la Constitution*; vous quittâtes pour aller à la Société de 1789. Je vous en fis des reproches, dictés par l'amitié... Je vous vois ensuite nommé par le Roi, commissaire de la Tréforerie, & peu de jours après, vous revenez aux Jacobins.... Expliquez-moi cette conduite.... Vous, commissaire de la Tréforerie, partie dont vous ne vous étiez jamais occupé; & vous seul des six commissaires êtes étranger à cette partie. Nauroit-on pas trouvé une sixième personne dans les nombreuses victimes des réformes qu'a nécessitées le bien public.

Et c'est vous, Monsieur, qui nous appelez *écrivains mercenaires*, qui soutenons la royauté par rapport *à la liste civile*. Comptez tout l'argent que vous auriez à rendre à la Nation, si vous lui restituiez celui que vous avez touché sans y avoir droit.

On voit dans votre procédé & l'ingratitude la plus révoltante envers Louis XVI votre bienfaiteur, & de la fausseté en vous absentant des Jacobins jusqu'au moment que vous avez obtenu votre place, puis y revenir, & la violation du serment que vous avez fait de maintenir la Constitution monarchique: vous appelez

Louis XVI parjure, & il ne l'eſt pas plus que vous ; & de l'inciviſme en voulant abuſer de votre nom pour jetter de la défaveur ſur l'Aſſemblée Nationale, qui toute entière (excepté ſept à huit têtes exaltées & ſans raiſon) a voté pour la royauté. Oſerez-vous dire à MM. la Rochefoucaud, la Fayette . . . , qu'ils n'ont ſoutenu la royauté que par rapport à la liſte civile ? Oſerez-vous le dire à mon frère ? oſerez-vous me le dire . . . . Je croyois que vous deviez abandonner ces argumens à M. Briſſot & autres auteurs de cette eſpèce qui ont rêvé une nuit être de grands politiques, & devoir gouverner tout l'empire . . . . parce qu'ils écrivent, écrivent, écrivent . . . & qui croient que des hommes tels que MM. Barnave, Duport . . . . ne doivent pas penſer, parce qu'ils n'ont pas fait des livres.

J'ai ſoutenu la royauté, & je la ſoutiendrai, parce que je la crois abſolument néceſſaire pour le bonheur de ma patrie ; & ſur-tout je ne ſerai pas *rebelle aux loix, & je ne ſerai pas parjure au ſerment que j'ai fait d'être fidèle à la Conſtitution, & je ne donnerai pas lieu à des ſéditions, comme vous venez de le faire*, Meſ-

sieurs les républicains, le 17 de ce mois; sédition qui a coûté la vie à plusieurs citoyens, & qui dans l'instant pouvoit devenir le foyer d'une guerre civile (1).

Je vais vous donner une autre preuve des connoissances qu'ont en politique tous les écrivains de votre parti. Ils firent tous leurs efforts pour que l'Assemblée décrétât que les ministres & le conseil du Roi fussent nommés par la Nation, & crièrent aussi à la *liste civile*. « Cette » idée, avancée par Thomas Morus, avoit » été repropoſée par l'abbé de Saint-Pierre; » & Rousseau répond : *Le bon Abbé ne voyoit* » *pas qu'il changeoit la forme du gouvernement.* » Effectivement le gouvernement deviendroit » aristocratique si le Roi étoit obligé de suivre » les avis d'un conseil nommé par la Nation: » & s'il n'y étoit pas obligé, & qu'il ne voulût » pas dépendre du conseil national, il auroit un » conseil privé qui feroit tout le travail ». Ce sont les réflexions que j'ai faites, cahier de juin

(1) Je me suis retiré des Jacobins le samedi 16, sans rendre part aux délibérations, lorsque j'ai vu les têtes exaltées égarer cette Société.

de ce Journal, page 474, année 1790, en parlant de votre Bibliothèque de l'Homme public.

Monsieur, au milieu de votre petite cour, composée de gens qui vous en imposent, vous vous faites illusion.

Vous avez écrit contre les assignats.

Vous avez écrit contre les Décrets sur le clergé.

Vous nous avez donné un projet sur la liberté de la presse, qui seroit des plus oppressifs.

Vous nous avez donné un plan sur l'éducation aussi mauvais qu'il puisse être. Vous nous proposez sérieusement d'élever ensemble les jeunes gens des deux sexes jusqu'à l'âge de puberté. Vous vous faites l'objection que les mœurs pourroient en souffrir; mais vous répondez : « Rousseau attachoit à la pureté des mœurs une importance peut-être exagérée » Vous proposez des corps académiques qui seroient les corps les plus aristocratiques qui aient jamais existé dans aucune société .... mais vous êtes académicien .... Enfin, vous nous proposez la république.

Vous avez dit : « Nous permettons de traiter » de fous ceux qui ont le malheur de penſer comme les ſages de tous les tems & de toutes les » nations ». Eh bien ! Monſieur, je vous dis que cela n'eſt pas vrai. Les ſages ont toujours regardé le gouvernement monarchique, ſoumis aux loix, comme un des meilleurs gouvernemens.

« Des hommes qui ſe ſouviennentdes évé-« nemens de l'Hiſtoire, mais qui *ne connoiſ-» ſent pas l'Hiſtoire*, ſon effrayés des tumultes, » des injuſtices, de la corruption de quelques » républiques anciennes... » dites-vous. Pourquoi toujours inſulter ceux qui ne penſent pas comme vous ? Pourquoi cet exceſſif amour-propre qui ne vous eſt pas plus permis qu'à un autre ? Eh bien ! je me ſouviens des événemens de l'Hiſtoire, & je *connois l'Hiſtoire ;* & je vous dis qu'il eſt impoſſible qu'une république ſubſiſte toutes les fois qu'elle ſortira de l'état heureux & borné de ſimple cultivateur & de paſteur ; toutes les fois que ſon territoire ſera fort étendu & ſa population conſidérable : & pour ne pas nous enfoncer dans de grandes diſcuſſions, je vous prie d'aller à Genève,

la ville la plus éclairée de l'Europe, proportion gardée, & compoſée de citoyens vertueux : vous y verrez des orages ſans ceſſe renaiſſans, une république qui n'a pas quarante mille âmes, & dont le territoire n'a peut-être pas une lieue quarrée de ſurface, & qui y améneroient bien-tôt un Gouvernement ariſtocratique, s'il ne l'eſt pas déjà, & renverſeroient l'état ſans l'intervention puiſſante de ſes voiſins.

Ne pouvant me citer aucun fait hiſtorique, vous allez me parler des États-Unis de l'Amérique ; mais ces républiques ne font que naître ; mais elles ne ſont pas peuplées ; mais elles ſe bornent encore preſque toutes à la culture ; mais elles n'ont point de voiſins puiſſans....

Et l'anarchie ne commençoit-elle pas à s'y faire ſentir ? & quelles en auroient été les ſuites ſi Waſington n'eût pas été nommé préſident ? Si la forme de ce Gouvernement ſubſiſte, ſoyez ſûr que la préſidence du Congrès ſera d'abord à vie, puis héréditaire, comme l'a été le ſtathouderat en Holande : il n'y aura que le nom de changé ; car le préſident du Congrès a autant d'autorité que le Roi des François. C'eſt ſans doute un grand mal d'être obligé de recourir à une monarchie héréditaire, mais dans les choſes humaines le mal eſt par-tout à

côté du bien. Il ne faut pas chercher le parfait ; mais le moins mauvais ; & chez une grande nation la monarchie héréditaire eſt encore un moindre mal que celle qui eſt élective.

Au reſte, Monſieur, quelle que ſoit la diverſité de nos opinions, & ſur-tout *celle de nos actions*, je ne concevrai jamais comment vous vous êtes permis les expreſſions que je n'aurois jamais cru devoir trouver dans vos écrits ; & ſi vous ſouffrez que je vous donne encore un conſeil, je vous dirai, ſoyez franc dans votre conduite ; & puiſque vous aimez l'argent, qu'une fortune honnête dont vous jouiſſez ne ſuffit pas à vos beſoins, & que vous voulez avoir des places du pouvoir exécutif, avouez-le hautement, & ne déchirez pas votre bienfaiteur. Vous n'en impoſez à perſonne, & vous compromettez la philoſophie, puiſqu'enfin vous vous dites toujours philoſophe. Penſez que ſi le vaſte génie du chancelier Bacon n'a pas pu le ſauver des reproches juſtement fondés que lui ont fait les gens de lettres de les avoir compromis, quelques qualités de l'eſprit vous en garantiront encore bien moins.

De l'Imprimerie de BOULARD, Imprimeur-Libraire, rue Neuve Saint-Roch, N°. 51.